

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

CADTM

France france@cadtm.org – www.cadtm.org

Bulletin n°44 – Juin – Juillet - Août 2010

Edito

Une radio thématique mettait en avant récemment, à l'occasion du mondial de foot, un certain nombre de matchs symboliques ; parmi ceux-ci : Argentine-Grèce, « *deux pays sous contrôle du FMI* ». Il ne serait jamais venu à l'idée de ce journaliste, précédemment, de mettre en avant ainsi un match entre équipes « du Sud ». L'irruption directe du FMI en Grèce, avant l'annonce de plans d'austérité dans d'autres pays de l'UE, montre l'enjeu : après l'immense majorité des pays du Sud qui subissent l'ajustement structurel depuis des décennies, c'est aujourd'hui aux salariés, chômeurs, retraités du Nord de payer la crise du système.

Plus que jamais notre analyse de la dette publique comme instrument de transfert de richesses produites par les classes dominées vers les classes dominantes est d'actualité.

Il y a bientôt dix ans, nous initiions la création du CADTM France. Denise Comanne a accompagné ces premiers pas, de son énergie et de sa révolte.

Elle nous accompagnera encore.



L'équipe du CADTM France

Agenda

18-06 | Houilles (78), France

La crise... Pourquoi ? Pour qui ?

18-06 | Liège, Belgique

Conférence – Débat. RDC : Enjeux et perspectives

24-06 | Nantes (44), France

Festival "Couleurs malgaches"

7-07 => 10-07 | Bordeaux, France

Université d'été du CRID, avec le CADTM

10-07 | Nantes(44), France

Festival "Couleurs malgaches"

11-07 | Grande-Synthe (59), France

A qui profite la dette ?

12-08 | Bidon (07), France

Festival 18-06 | Liège, Belgique

Conférence "Afrikabidon"

10-09 | Journée contre l'OMC et les traités de libre commerce

Détails : <http://www.cadtm.org/Agenda>

Grèce

Le Premier ministre Papandréou déclarait le 11 décembre 2009 :

« *Les salariés ne feront pas les frais de la situation : nous n'allons pas procéder à un gel ou à une baisse des salaires. Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour démanteler l'État social.* »

€€€€€

Quelques milliers de manifestants se sont rassemblés samedi 5 juin pour protester contre la réforme prévue des retraites, qui doit allonger la durée du travail et réduire les pensions.

€€€€€

Du 14 au 18 juin, la Grèce recevra la visite de représentants du FMI pour évaluer les progrès dans le programme économique auquel elle s'est engagée. « *Le mécanisme de financement d'urgence (...) exige des visites régulières des équipes* » du FMI, a indiqué à Washington un porte-parole du Fonds, David Hawley.

Elle demandera aussi bientôt les services de « conseillers » pour aider à la vente des chemins de fer, de la poste, l'eau, l'énergie..., dans le cadre d'un vaste programme de privatisations.

Une vibrante voix internationaliste, féministe et révolutionnaire s'est éteinte : Denise Comanne (1949-2010)



Féministe engagée dans les luttes locales et internationales contre le capitalisme, le racisme et le patriarcat, Denise Comanne avait créé le CADTM aux côtés d'Eric Toussaint et d'autres militant-e-s il y a tout juste 20 ans.

Le vendredi 28 mai 2010 en fin d'après-midi, elle est décédée subitement suite à un accident cardiaque qui l'a frappée dans la rue à Bruxelles alors qu'elle marchait vers la gare de chemin de fer pour rentrer à Liège, après avoir participé activement à un Forum sur le cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo. Durant cette activité de solidarité avec le peuple congolais, elle avait une nouvelle fois brillé par ses interventions engagées et sa joie communicative. Le départ précipité de Denise laisse un énorme vide mais nombreux sont celles et ceux qui, à son contact, ont rejoint son combat contre la dette du tiers-monde et contre toutes les autres formes d'injustice et d'oppression.

Révolutionnaire infatigable, dirigeante politique à la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section belge de la Quatrième internationale) pendant de nombreuses années et ancienne déléguée syndicale de la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) à la Ville de Liège, Denise aura milité jusqu'au bout dans les mouvements sociaux. Au cours des années 1980, elle avait affronté la répression policière et judiciaire pour son engagement dans le combat des travailleurs de la Ville de Liège soumis à une succession de plans d'ajustement structurel pour payer la dette publique. Elle avait été victime d'une mise en garde à vue, son téléphone avait été

mis sur écoute et une condamnation pour participation à des actions de grèves et de rue avait été prononcée... Cela n'avait fait que renforcer sa détermination à lutter pour la justice sociale et des changements révolutionnaires. Pour elle, le combat des peuples au Nord comme au Sud de la planète contre la dictature des créanciers et de la dette ne faisait qu'un. Cinq jours avant son décès, elle avait activement collaboré à la rédaction et à l'adoption d'un appel intitulé « Femmes d'Europe, soulevez-vous ! »

<http://www.cadtm.org/Femmes-d-Europ...> qui proclamait entre autres : « *Nous, les femmes du CADTM, exigeons la suspension immédiate du paiement de la dette publique grecque ! Nous exigeons que soit mené dès maintenant un audit de cette dette afin de déterminer la part des dettes illégitimes qu'il faudra abolir purement et simplement ! Nous exigeons l'arrêt des dépenses d'armement et l'investissement des sommes ainsi économisées dans les dépenses socialement utiles : les besoins sociaux et la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes. Nous appelons à la révolte contre l'austérité que nous imposent les capitalistes.* »

Denise avait accepté avec enthousiasme d'être candidate aux élections législatives belges du 13 juin 2010 sur la liste Front des Gauches. L'explication publique qu'elle a donnée pour présenter sa candidature illustre bien sa détermination : « *Je suis en révolte permanente contre l'injustice du système capitaliste dont j'ai vu les effets dans ma vie de femme, de travailleuse. C'est pourquoi je milite. J'ai accepté d'être sur la liste Front des Gauches parce que, enfin, après tant d'années d'essais, on a fait un pas vers l'unité de la gauche radicale.* »

<http://frontdesgauches.be/candidats...>

Denise était une internationaliste en pensée et en action : solidarité avec les ouvriers polonais en 1983, avec les mineurs britanniques durant leur longue grève en 1984-1985, animation et coordination de brigades de travail volontaire au Nicaragua pour soutenir la révolution sandiniste entre 1985 et 1989, les actions de solidarité avec le peuple palestinien, plusieurs missions en Afrique (Bénin, Togo, Mali,

Burkina Faso, Niger, Tunisie...), en Asie du Sud (Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Népal) et en Amérique latine (Venezuela, Brésil, Cuba...) pour renforcer le réseau du CADTM et participer au renforcement du Forum social mondial, solidarité en Belgique avec les sans papiers (Denise était membre du CRACPE qui lutte notamment contre les centres de détention), sans oublier son rôle dans la revue du CADTM intitulée « Les Autres Voix de la Planète » qu'elle a dirigée entre 2007 et 2009, et pour laquelle elle a écrit de vibrants éditoriaux et articles. Denise savait aussi combien il est important de mener la bataille des idées et elle mettait un point d'honneur à tenir des stands de vente des publications du CADTM. Lorsqu'elle a été fauchée vendredi 28 mai fin d'après-midi, elle emportait avec elle la valise sur roulettes qui servait à transporter les livres et revues du CADTM !

Féministe très active, Denise était également membre du réseau international de la Marche mondiale des femmes. La veille de son décès, elle a terminé une importante contribution : « [Pourquoi le CADTM est-il féministe ?](http://www.cadtm.org/Pourquoi-le-CADTM-est-il-feministe) » <http://www.cadtm.org/Pourquoi-le-CADTM-est-il-feministe> où elle développe une capacité aiguë de critique et d'autocritique à l'égard de sa propre organisation. Ce document est un apport considérable pour l'ensemble du réseau international du CADTM présent dans 29 pays. Enfin, en tant que militante du mouvement altermondialiste, elle avait participé à la fondation et suivait de près les activités d'ATTAC en Belgique.

Depuis l'annonce de son décès, des centaines de personnes ont envoyé des messages de solidarité et de condoléances depuis tous les coins de la planète. On peut continuer à en envoyer à l'adresse suivante :

international@cadtm.org

Les personnes qui désirent témoigner leur sympathie peuvent également verser un don au Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) sur le compte 001-2318343-22 du CADTM avec la mention « *A la mémoire de Denise* » (pour les virements depuis l'étranger : IBAN : BE06 0012 3183 4322 - SWIFT BIC : GEBA BE BB).

<http://www.cadtm.org/Une-vibrante-voix>

Communiqué de presse

Soutien à la résistance du peuple grec contre la dictature des créanciers !

Le nouveau plan d'austérité annoncé dimanche 2 mai est une véritable catastrophe pour la population grecque, les salariés du privé comme du public, les retraités et les privés d'emplois.

- Gel des salaires et des retraites de la fonction publique pendant 5 ans ;
- Suppression de l'équivalent de 2 mois de salaires pour les fonctionnaires ;
- Diminution de 8% de leurs indemnités déjà amputées de 12% par le

précedent plan d'austérité du gouvernement dirigé par le PASOK ;

- Le taux principal de la TVA qui, après être passé de 19 à 21%, est porté à 23%, (les autres taux augmentent aussi (de 5 à 5.5% et de 10 à 11%)) ;
- Les taxes sur le carburant, l'alcool et le tabac augmentent pour la 2 ème fois en 1 mois de 10% ;
- Les départs anticipés (liés à la pénibilité du travail) sont interdits avant

- l'âge de 60 ans ;
- L'âge légal de départ à la retraite des femmes est porté de 60 à 65 ans d'ici 2013.
- Pour les hommes, l'âge légal dépendra de l'espérance de vie ;
- Il faudra 40 ans de travail (et non plus 37, hors études et chômage) pour avoir une retraite à taux plein ;
- Cette retraite sera calculée, non plus en fonction du dernier salaire mais selon le salaire moyen de la totalité des années travaillées (soit l'équivalent d'une baisse du montant net de la retraite de 45 à 60%) ;
- L'Etat réduira ses dépenses de fonctionnement (santé, éducation) d'1,5 milliards d'euros ;
- Les investissements publics seront réduits aussi d'1,5 milliards d'€ ;
- Un nouveau salaire minimum pour les jeunes et les chômeurs longue durée est créé (soit l'équivalent du CPE rejeté en France par la jeunesse et les syndicats).

C'est une aubaine pour les marchés financiers et le capital !

- Les transports, l'énergie et certaines professions réservées à l'Etat seront libéralisés et ouverts au privé (privatisations) ;
- Le secteur financier (banques principalement) bénéficiera d'un fonds d'aide mis en place avec l'aide du FMI et l'UE ;
- La flexibilité du travail sera renforcée ;
- Les licenciements seront facilités ;
- L'économie grecque est placée sous contrôle du FMI.

La Grèce, restant dans la zone euro, ne pourra pas dévaluer sa monnaie, ni jouer sur les taux d'intérêt. La dette ne sera pas restructurée non plus, les institutions financières européennes en détiennent les 2/3. Ces mêmes banques continueront à emprunter auprès de la Banque Centrale européenne à un taux de 1% pour prêter aux Etats (moyennant rémunération). En contrepartie de ces mesures, les pays de la zone euro vont prêter un par un une aide de 100 à 135 milliards d'€ sur 3 ans à la Grèce à un taux de 5% (45 milliards cette année). Les Etats riches et les banques vont donc faire de l'argent sur le dos du peuple grec. Christine Lagarde, ministre français des finances, prévoit un bénéfice de 150 millions d'euros par an. Pratiquant ainsi, ils vont accroître la dette publique pour permettre à l'Etat grec de payer ses créanciers spéculateurs !

La crise grecque est la démonstration grandeur nature de la triple dangerosité du FMI, de l'Union Européenne et des marchés financiers

Le FMI, décrié à juste titre pour ses catastrophiques « plans d'ajustement structurels » refait surface dans la zone euro, après avoir sévi ces 2 dernières années dans plusieurs ex-pays de l'Est. Il utilise aujourd'hui les mêmes procédés qu'hier adaptés aux mêmes commanditaires : les marchés financiers et les transnationales. Aujourd'hui comme hier, c'est sa véritable nature de pompier pyromane qui est révélée en plein jour.

L'UE et sa commission ont également réaffirmé leurs paradigmes au service de la « concurrence libre et non faussée ». La Banque Centrale Européenne n'est pas au service des populations de l'Europe mais uniquement à celui des banques et des organismes financiers. Les marchés financiers, après avoir provoqué et précipité la crise grecque, via les agences de notation rémunérées par les grandes banques américaines, veulent tirer encore plus de profits de leurs stratégies spéculatives. Le gouvernement PASOK, l'Union Européenne et le FMI lui en servent l'occasion sur un plateau.

Derrière l'industrie financière, il y a les multinationales de l'industrie, du commerce et des services

Si nous stigmatisons à juste titre les fonds spéculatifs, les agences de notation et l'industrie financière, nous ne perdons pas de vue que ce n'est que l'arbre qui cache la forêt ! Cette spéulation débridée qui étrangle les populations pauvres n'a été rendue possible que pour 2 raisons principales :

- Les déréglementations successives des marchés financiers depuis les années 1980 ;

- Les choix volontaires et conscients du grand patronat de destiner leurs nouveaux profits vers la spéculation plutôt que vers la production et l'emploi. Cette accumulation de nouveaux profits trouve, elle, son origine dans une nouvelle répartition des richesses au bénéfice des profits et au détriment de la part revenant aux salariés. Cette part a baissé d'environ 10% de PIB en 25 ans en moyenne dans l'ensemble des pays développés.

Cette orientation économique, portée par l'idéologie néolibérale, est la cause principale de la crise économique et financière que nous connaissons aujourd'hui.

Les différents gouvernements qui se sont succédés depuis 30 ans, en Grèce comme dans les autres pays du Nord, portent aussi une lourde part de responsabilité dans l'augmentation des dettes publiques. Les politiques fiscales, menées en faveur des ménages les plus aisés et des grandes entreprises (impôt sur le revenu, le patrimoine et impôt sur les sociétés), ont considérablement diminué les recettes budgétaires et aggravé les déficits publics, obligeant les Etats à accroître leur endettement.

Les responsables de la crise sont épargnés et c'est le peuple à qui on présente l'addition

Dans le plan d'austérité PASOK-UE-FMI imposé au peuple grec, il n'y a en effet que des mesures sans effet pour établir le début d'une justice fiscale et absolument rien pour lutter contre l'évasion fiscale des profits des grandes entreprises.

Les « solutions » du PASOK, de l'UE et du FMI précipitent la Grèce vers l'approfondissement de la crise. Une récession minimale de 4 points du PIB est déjà programmée pour 2010. Les petits artisans et commerçants, les petites entreprises vont connaître une longue suite de faillites et de fermetures d'activités. Le chômage va exploser et les couches populaires et les classes moyennes vont voir leur pouvoir d'achat tomber en chute libre. Les inégalités vont s'accroître et les droits humains fondamentaux (accès à l'énergie, à l'eau, à la santé, à l'éducation...) sont menacés pour la partie la plus pauvre de la population.

La colère du peuple grec est aussi la nôtre. Le CADTM soutient sans réserve les mobilisations contre le plan d'austérité.

Des solutions alternatives existent !

- Le remboursement de la dette publique de la Grèce doit être immédiatement suspendu et un audit public de celle-ci doit être mené pour décider de sa légitimité ou de son illégitimité ;
- Des mesures d'annulation doivent être prises et les revenus financiers de la dette doivent être taxés à la source au taux maximal de l'impôt sur le revenu ;
- Des mesures fiscales peuvent immédiatement être prises pour rétablir la justice fiscale et lutter contre la fraude. Aujourd'hui, selon les comptes du Trésor grec, les fonctionnaires (désignés comme boucs émissaires) et les ouvriers déclarent plus de revenus que les professions libérales (médecins, pharmaciens, avocats) ou encore que les dirigeants des banques !

La quasi-totalité des grandes entreprises (armateurs, ...) déclarent leurs profits dans des pays à fiscalité plus avantageuse (Chypre notamment) ou les cachent dans les paradis fiscaux. L'église orthodoxe continue à bénéficier d'exorbitantes exonérations fiscales sur le patrimoine et l'immobilier

De l'argent, en Grèce, il y en a, mais pas là où le plan d'austérité veut le prendre ! Au CADTM, nous sommes solidaires du peuple grec qui sera en grève générale mercredi 5 mai prochain. Partout, en Grèce comme dans les autres pays européens, la solidarité par la mobilisation doit s'amplifier. Aujourd'hui, c'est la Grèce mais chacun sait que demain ce sera le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne. Après-demain, toute la zone euro peut basculer, y compris les pays les plus « riches » de celle-ci.

Nous nous félicitons des premières déclarations solidaires et du début des mobilisations de soutien devant les ambassades grecques. Il faut aller plus loin !

Le mouvement social européen dans son ensemble doit être aux côtés du peuple grec ! Les populations européennes ont tout à y gagner !

Le CADTM, à son niveau y contribuera !

Terres préemptées, néo-colonialisme renforcé

Après la fin de l'esclavage, au temps des colonies, toutes les richesses exportables des pays soumis par la force des armes étaient accaparées par l'envahisseur européen. Quand tous les pays de la planète sont devenus officiellement indépendants, la finance a remplacé progressivement les armées d'occupation et pris le contrôle des économies du Sud. En 2010, 50 ans après la fin du colonialisme, alors que les indépendances africaines viennent d'être fêtées à Nice fin mai, le pillage des ressources des pays en développement (PED) n'a jamais été aussi intense. L'accaparement des terres, par lequel des États et des investisseurs privés louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares de terres agricoles en Asie, Afrique et Amérique latine pour produire de la nourriture ou des agro-combustibles, renforce le pouvoir néocolonial sur les PED. Après avoir appauvri les peuples du Sud par une mainmise sur l'exploitation de leurs richesses, la finance internationale s'attaque maintenant à l'appropriation directe de leurs territoires.

Une chance supplémentaire pour le développement, vraiment ?

La communication dominante voudrait nous faire croire que l'acquisition de terres agricoles par des investisseurs privés ou publics est une opportunité pour le développement des PED : afflux des investissements directs étrangers (IDE), agriculture modernisée, emplois pour les habitants, transfert de nouvelles technologies, etc. Mais ce progrès a une forte odeur de féodalisme. Le seigneur européen avec ses serfs et ses fiefs, était-il si différent de la cour des anonymes aujourd'hui rassemblés autour du dieu dollar, ces actionnaires des compagnies transnationales, ou même les détenteurs des fonds souverains d'Etats étrangers? Ces groupes, armés de leurs sacs d'or virtuels, s'approprient l'utilisation de terres sur lesquelles vivent et cultivent depuis des millénaires des peuples indigènes, sans leur demander leur avis. Les contrats se font le plus souvent dans l'opacité, et si les élites au pouvoir dans les pays concernés y trouvent bien plus que des compensations, les peuples vivant sur ces terres sont expulsés vers les bidonvilles ou des terres inexploitables sans dédommagement. Les paradis fiscaux sont le lieu privilégié de ces transactions, loin des processus démocratiques.

Quand on cherche l'intérêt de l'entité Madagascar dans la cession à la multinationale sud-coréenne Daewoo de plus d'1 million d'ha, on ne le trouve nulle part, même avec un œil bienveillant. Certes, quelques infrastructures routières seront construites pour l'exploitation agricole dédiée à l'export, quelques écoles et dispensaires, sûrement des puits, en fait quelques cataplasmes humanitaires. A l'inverse, l'intérêt de l'investisseur est aveuglant : terres fertiles offertes à la surexploitation productiviste, eau gratuite, pollution sans frais

par les pesticides, les nitrates et les OGM, main d'œuvre corvéable à bas coût, exportation sans taxes, etc. Un rapport de la Banque mondiale, très attendu, démontrerait que ces cessions de terres, à 50% en Afrique, sont des transactions gagnantes-gagnantes, pour l'acheteur et le vendeur. Il existe mais reste non publié. En lisant *Offshore : Paradis fiscaux et souveraineté criminelle* d'Alain Deneault, on comprend mieux qui profite de ces transactions dans le pays vendeur : les gouvernants et bourgeoisies des pays, qui s'anonymisent dans les trous noirs de la finance. Ces paradis fiscaux et judiciaires, organisés par et pour les riches prédateurs, sont en réalité des enfers pour les peuples du Sud expropriés.

Le dernier avatar d'une politique de domination, de confiscation et d'exploitation

Il faut regarder les mesures terribles imposées aux Grecs en 2010 pour comprendre. Car elles sont légères en comparaison de celles que subissent les populations des pays du tiers monde depuis 30 ans. Dérégulation, libéralisme, libre-échange faussé entre les puissantes entreprises du Nord et les petits producteurs du Sud, exportation obligatoire des ressources, remboursements de dettes illégitimes, mise sous tutelle des économies du Sud et appauvrissement pour les populations sont les résultats de ces politiques imposées de l'extérieur. En plus de 60 ans, la Banque mondiale, outil parfait de cette reconquête, n'a jamais fait le moindre prêt significatif en faveur du développement des populations et de l'agriculture paysanne. Ses financements visaient systématiquement l'augmentation des capacités des pays à exporter leurs matières premières, à travers les transnationales minières, pétrolières, agro-industrielles, forestières. Jamais un prêt pour transformer ces matières premières avant l'export et ainsi créer une plus-value et des emplois dans le pays producteur.

Aujourd'hui, la Banque mondiale parachève cette politique meurtrière en matière d'agriculture en donnant un vernis de légitimité à ces opérations d'accaparement des terres. En effet, l'institution s'est lancée dans la définition d'un code volontaire de conduite censé encadrer ces contrats, mais comme le soulignent les signataires de l'appel «Pour un arrêt immédiat de l'accaparement des terres !!» il ne s'agit ni plus ni moins que de «réduire les risques d'explosions sociales» en rendant cette confiscation «socialement acceptable».

Corruption et contrats léonins

Les premiers bénéficiaires des contrats de cession des terres sont les entreprises transnationales (ETN), qui ont pu maximiser leurs profits en minimisant les coûts d'achats des ressources des PED (lire *Les confessions d'un assassin financier* du repenti John Perkins). Les profits des ETN seraient très

fortement réduits sans la corruption et les stratégies d'évasion fiscale. De plus, si les vrais coûts des désastres environnementaux n'étaient pas externalisés et que les ETN devaient les payer, ce serait tout l'édifice des profits, basé sur la domination et l'exploitation, la surconsommation, le gâchis de biens, qui serait remis en cause. Les paysans affaiblis, désinformés ou trompés ont du mal à s'opposer aux ventes de leurs terres. Les gouvernements du Sud endettés et corrompus par les acheteurs sont prêts à céder une part importante de la base de vie de 70% de leur population. L'accaparement des terres est la suite logique des désastres de la reconquête néocoloniale. Beaucoup de ces pays avaient déjà vendu leurs réserves halieutiques sans comprendre qu'ils ne récupéreraient, en fin de contrat, que des mers vidées de tous leurs poissons. De même, ils ne retrouveront que des terres vidées de toute fertilité.

Retour à la terre

Depuis 30 ans, l'oligarchie financière a réussi à renforcer son pouvoir et ses avoirs. Dans l'impossibilité d'obtenir le retour de bénéfice souhaité de 15% par an en investissant dans des processus industriels débouchant sur de nouvelles surproductions, les banques ont créé des produits financiers complexes. Elles ont cru ou fait croire aux investisseurs qu'elles avaient trouvé la martingale pour accroître leurs profits sans fin. Pourtant la finance serait tombée très bas si les peuples ne l'avaient sauvée par leurs impôts et la force de leur travail. Plombée par les *subprimes* et la crise immobilière, elle a ensuite spéculé sur les matières premières, y compris alimentaires, mais les prix sont eux aussi retombés. La terre agricole apparaît alors comme le refuge le plus sûr pour les grands actionnaires de ces fonds d'investissement et de pensions, de ces banques et autres assurances. La spéulation trouve là un terrain plus solide, avec une population planétaire en constante augmentation et des besoins en aliments grandissants.

La terre fertile se fait rare. Plusieurs phénomènes liés à la recherche du profit se conjuguent actuellement pour lui redonner de la valeur. Les agrocarburants occupent des surfaces de plus en plus importantes. La folie du modèle alimentaire occidental, impliquant la surconsommation de protéines d'origine animale (80% animales vs 20% végétales) se propage dans les pays émergents, par contamination mimétique. Le Brésil est devenu premier le exportateur de viande et d'éthanol du monde, mais au prix d'une déforestation massive de l'Amazonie... et la demande continue d'augmenter. N'oublions pas que l'élevage occupe directement ou indirectement 70-80% des terres utilisées par l'agriculture et produit 20% des gaz à effet de serre (GES). En 2010, la majorité de la population mondiale se nourrit en moyenne de 20% de protéines animales pour 80% de protéines végétales. Cet équilibre alimentaire émet peu de GES, nécessite beaucoup moins de surfaces

agricoles (Il faut en moyenne 7 protéines végétales pour produire une protéine animale) et procure une meilleure santé. (lire « Le rapport Campbell » de C et T Campbell)

Désertification des terres agricoles

La surconsommation alimentaire de 25% des habitants de la planète en produits carnés entraîne une surexploitation des sols. Et alors que cette mode de la viande s'étend, que la population augmente, les terres agricoles disparaissent.¹ La gravissime érosion éolienne et hydrique des terres labourées, en particulier dans les grandes plaines d'Amérique du Nord,

¹ Lire *Planète Terre, Planète Désert ?*, par Dominique Guillet, <http://www.liberterre.fr/agriculture/desertification/index.html>

du Kazakhstan ou d'Asie, la salinisation de très grandes surfaces de terres surexploitées avec des engrains chimiques en Inde et en Chine en particulier, le pompage sans limites des nappes d'eaux fossiles en Arkansas et ailleurs, le changement climatique dévastateur pour l'agriculture australienne, entraînent une forte réduction des surfaces disponibles et fertiles. Depuis 20 ans, chaque année, 15 millions d'ha de forêts sont détruits pendant que 12 millions d'ha sont désertifiés. Pour l'ordre de grandeur, la France dispose de 29 millions d'ha cultivables.

On comprend l'engouement pour les terres dans un modèle où le profit divinisé dépend ici de productions agricoles. Mais est-il acceptable

que dans des pays où des centaines de millions d'humains sont en manque chronique de nourriture, des entreprises ou des Etats achètent des terres pour nourrir leur bétail ou leurs voitures? Le modèle occidental de suralimentation carnée, lié à l'agrobusiness, les transports individuels fonctionnant aux nécrocarburants, sont déjà responsables de plus de 50% des GES. Si l'accaparement des terres continue à ce rythme, demain, combien de centaines de millions d'humains supplémentaires seront sous-nutris, quelle surface supplémentaire de terres sera désertifiée, de forêts détruites, de pollutions et de degrés en plus ?

 Nicolas Sersiron

Dette odieuse versus dette écologique

Alors que l'Afrique a émis moins de 4% des gaz à effet de serre, elle subit durement les premiers dérèglements climatiques

Une compensation financière venant des pays responsables serait un juste remboursement de la dette environnementale et climatique. L'injustice internationale la constraint pourtant à transférer vers les pays industrialisés les remboursements d'une dette financière illégitime depuis plus 30 ans.

En avril 2003, la guerre contre l'Irak était terminée, selon les déclarations du président états-unien George W. Bush. Pour ne pas avoir à rembourser les dettes de Saddam Hussein, l'administration états-unienne avait un temps abordé le thème de la dette odieuse, mais c'est finalement dans le cadre du Club de Paris, où les créanciers gèrent en catimini les créances bilatérales, qu'elle avait obtenu l'annulation de 80% de la dette bilatérale irakienne. La France et les autres pays les plus industrialisés ont ainsi abandonné 80% des sommes qu'ils avaient prêtées à l'Irak, sous la forte pression de Washington. Plus de 30 milliards de dollars ont ainsi été annulés.

Si les Etats-Unis se sont gardés d'appuyer leur demande sur la doctrine de la dette odieuse, c'est parce qu'ils savent que l'Irak ne serait pas le seul pays concerné, loin s'en faut. Car la dette odieuse, remboursée par les populations du Sud à leurs riches créanciers, devrait être déclarée nulle selon le droit international. La plupart des pays africains remboursent une dette largement illégitime depuis plus de 30 ans.

Mais il y a une autre dette, une dette qui n'est pas remboursée : la dette écologique. Accumulée par les pays industrialisés sur le plan historique, social, environnemental et climatique envers les pays dits « en développement » (PED), la dette écologique n'a jamais reçu un début de remboursement. Alors que 80% des gaz à effet de serre (GES) ont été émis par les pays industrialisés depuis plus d'un demi-siècle, les PED subissent déjà les dérèglements climatiques sous la forme de

sécheresses, de saisons des pluies décalées, diluviennes ou trop faibles. Ils ne reçoivent pourtant aucune compensation des pays du Nord alors qu'ils n'ont qu'une faible responsabilité dans la dégradation des conditions climatiques et que la majorité de leur population vit à la campagne et dépend des récoltes pour se nourrir. L'échec du Sommet de Copenhague en décembre dernier a confirmé l'égoïsme des pays riches face à une nécessité de justice mondiale. Une compensation financière de longue durée et des transferts technologiques seraient un juste remboursement de la dette environnementale et climatique.

D'autant plus juste que les pays riches ont été très stricts sur le remboursement de leurs prêts et sur les conditionalités qui y sont associées depuis des décennies. En lisant *Les confessions d'un assassin financier* de John Perkins, on découvre le mécanisme surendettement-corruption-domination que représente la dette, qui permet le pillage des matières premières du Sud indispensable à l'hégémonie des pays industrialisés. Selon le droit international, la doctrine de la dette odieuse émise en 1927 par Alexander Nahum Sack, et confirmée par la jurisprudence internationale, précise qu'un emprunt public qui n'a pas profité à la population, alors qu'il a été conclu sans son accord et que le prêteur en avait connaissance, doit être déclaré nul et n'a pas à être remboursé. Les dettes des dictateurs en sont les cas les plus typiques.

La dette écologique au regard de l'Histoire

Le tremblement de terre de janvier dernier à Haïti, s'il avait eu lieu en Floride ou à Cuba, n'aurait sans doute fait que quelques centaines de morts. Si celle que l'on appelait la perle des Antilles n'avait pas été obligée de payer pendant 127 ans une rançon à la France avant de tomber sous la domination des Etats-Unis, elle ne serait pas aujourd'hui dans un tel état de catastrophe humaine et environnementale. En 1804, 400 000 esclaves ont vaincu le corps expéditionnaire napoléonien après s'être libérés. Ils ont fondé la première république noire. En 1825, le roi Charles X a exigé, avec la menace d'un nouveau débarquement armé,

que les colons soient dédommagés (à hauteur de 21 milliards de dollars actualisés, l'équivalent du PIB d'une France de 30 millions d'habitants à cette époque). Les Haïtiens ont été contraints de couper des pans entiers de forêt pour vendre le bois, de surproduire canne à sucre, café : de surexploiter toutes les richesses exportables de l'île pour payer. Nicolas Sarkozy, en visite express en Haïti en février 2010, n'a pu faire autrement que promettre l'annulation de cette dette largement odieuse à l'égard de la France, dont une grande partie avait été contractée par les Duvalier, dictateurs à Haïti de 1957 à 1986. Le dernier du nom est depuis réfugié en France, où il coule des jours paisibles. Aucun pardon de la France n'a été prononcé.

En 1500, les Espagnols coupaient les bras des indiens Arawak qui ne ramenaient pas assez d'or; en 15 ans, ils ont totalement disparu de l'île d'Haïti, exterminés pour refus de soumission à l'envahisseur. L'exemple n'est pas isolé. Léopold II, propriétaire du Congo en 1900, avait fait couper par milliers les bras des Congolais qui ne ramenaient pas assez de caoutchouc de la forêt. Le Zaïre de Mobutu s'est terminé en 1997 par la chute d'un dictateur dont la richesse s'était constituée grâce à la dette. Ce pays devait rester du côté du bloc occidental, alors on a fermé les yeux sur les détournements d'argent et les violations des droits humains. La République démocratique du Congo (ex-Zaïre), l'un des plus grands pays d'Afrique, est aussi le plus riche par ses réserves de minéraux et elle possède le deuxième massif forestier de la planète. Depuis 15 ans, plusieurs millions de Congolais sont morts dans des guerres civiles instrumentalisées pour l'accès à moindre coût à ses richesses naturelles. Dans ce pays naturellement riche, la population est très pauvre : plus de 70% des Congolais souffrent de sous-alimentation chronique. D'immenses surfaces de terres et de forêts sont en passe d'être vendues aux Chinois et à des investisseurs étrangers pour y cultiver du palmier à huile ou d'autres produits destinés à une exportation qui ne profitera pas aux peuples indigènes, bien au contraire. Le gouvernement Kabila, coincé par un remboursement de la dette impossible, est aux ordres du FMI. Il laisse son pays aux mains de

ceux qui ne pensent qu'à accumuler des profits sans se soucier ni des désastres environnementaux, ni des générations futures.

Dette remboursée, forêt sacrifiée

Les grands massifs forestiers de la planète sont en cours de disparition en Indonésie, fortement attaqués en Amazonie ou en cours d'appropriation et de pillage par les pays industrialisés comme en RDC. Si nous savons tous que ce sont les poumons qui permettent à la terre de respirer, des scientifiques viennent de démontrer que leur évapotranspiration est aussi la source des pluies qui arrosent les continents : «*Les forêts humides mettent en action la circulation atmosphérique qui amène les pluies vers toutes les terres continentales à partir des océans; une nouvelle théorie explique pourquoi la disparition des forêts causera des désertifications catastrophiques (...) Anastassia Makarieva et Victor Gorshkov de la Division de Physique Théorique à l'Institut de Physique Nucléaire de Saint-Pétersbourg, proposent que le fonctionnement thermodynamique de la circulation des masses d'air est bien secondaire par rapport à un moteur beaucoup plus puissant qui est lié à l'évaporation et la condensation de la vapeur d'eau.»*

Ces trois zones abritant la partie la plus importante de ces massifs ont été soumises à des dictatures soutenues, corrompues et surendettées par les pays riches. L'Indonésie de Suharto a été l'un des PED les plus endettés et le remboursement de sa dette s'est fait avec l'exportation de l'huile de palme, dont les palmiers ont été plantés en remplacement de l'immense forêt vierge des îles de Bornéo ou de Sumatra. Crier au secours face à une telle déforestation - qui apparaît sans retour pour notre avenir à tous - sans annuler les dettes odieuses des pays où elles se trouvent est emblématique d'un modèle économique incapable d'intégrer la donne environnementale.

[1 <http://yonne.lautre.net/spip.php?article4048>](http://yonne.lautre.net/spip.php?article4048)

Madagascar, pour sa part, a été colonisé pendant moins d'un siècle par la force militaire française. Son peuple a été réprimé par les armes et la torture, en 1947, après une tentative d'émancipation, faisant près de 100 000 morts, dont la majorité de son *intelligentsia* et de ses cadres. Toutes les richesses de ce pays, jusqu'à l'indépendance en 1960, ont été exploitées par la France, qui a accumulé une dette historique, sociale et environnementale envers le peuple malgache. Pourtant, la France ne l'a jamais reconnue, ni moralement, ni financièrement. La majeure partie de sa forêt vierge a disparu, le peu qui reste contient une biodiversité exceptionnelle, de nombreuses espèces vivantes n'existent que dans la Grande île. L'érosion hydrique des terres est catastrophique et le chaos politique qui règne dégage de forts relents de Françafrique et de pétrole. Depuis 30 ans, jusqu'à 50% du budget de ce pays a été consacré au remboursement de la dette publique au profit des créanciers du Nord. Il est illusoire d'espérer sauver la richesse naturelle malgache sans véritable annulation de la dette de ce pays. Tant que cette dette demeure, la surexploitation des ressources sera de mise.

Un défi majeur pour les pays dominés

Au cours des cinq derniers siècles, 30 000 tonnes d'argent et d'or sont sortis des mines de Potosi, en Bolivie. Ces richesses ont permis au capitalisme international de financer le démarrage de la révolution industrielle en Europe. Mais ce fut au prix de la vie de plus de 6 millions d'Indiens et d'esclaves, contraints de rester 6 mois sans remonter à la surface. Ce pays de l'indien Aymara, le président Evo Morales, est un des plus pauvres du monde. C'est à Cochabamba qu'il vient d'organiser le Sommet des peuples pour trouver une alternative à l'échec du Sommet de Copenhague, qui n'est pas parvenu à mettre fin aux désastres environnementaux et à agir pour que la température de notre planète ne dépasse pas de 2°C les moyennes de référence.

Pour ne pas dépasser les 2°C, au-delà desquels on risque fort de ne plus maîtriser les problèmes découlant du changement climatique, il ne faudrait pas émettre plus de 280 gigatonnes d'équivalent CO2, selon les calculs d'Olivier Ragueneau, océanographe du CNRS à Brest. Si les réserves de pétrole connues étaient exploitées et brûlées, cette quantité de CO2 serait largement dépassée. Le projet ITT dans le parc naturel de Yasuni, partie amazonienne de l'Équateur, qui consiste à laisser dans le sous-sol des réserves de pétrole, va dans ce sens. Mais le gouvernement éprouve bien des difficultés à trouver les fonds indispensables au développement de son pays sans exploiter ce pétrole. Il demande donc à juste titre une contrepartie financière pour laisser son pétrole sous terre, contrepartie qu'il faut réussir à imposer à ses créanciers qui exigent de lui le remboursement d'une dette héritée des dictatures, même si il est un des rares pays à avoir instauré une commission d'audit de sa dette qui a conduit à la répudiation d'une-trop petite partie.

Il n'y a plus à hésiter, il faut avancer d'urgence la revendication que le Nord doit s'acquitter de sa dette écologique, et ce en faisant payer ceux qui ont profité de ces dégâts environnementaux pour s'enrichir. Dans ces conditions, il n'est plus envisageable de continuer à réclamer le remboursement de la dette financière actuelle, illégitime et odieuse, construite sur la surexploitation intolérable des ressources.

Le remboursement de la dette écologique aux pays en développement, d'un côté, même s'il est difficile à évaluer de manière précise - des travaux existent dans ce sens - de l'autre, l'annulation des dettes illégitimes et illégales dont les pays du Nord réclament le paiement, permettraient de satisfaire les besoins humains fondamentaux à l'échelle de la planète tout en enclenchant un mode de développement respectueux de l'environnement. Existe-t-il d'autres choix ?

 Nicolas Sersiron

Bilderberg, petites rencontres entre amis...

Du 3 au 6 juin, à Sitges, près de Barcelone, s'est tenue une réunion quasi-secrète dont vos journaux quotidiens n'ont pas fait mention, bien que cette rencontre ait lieu chaque année, (dans un pays différent) depuis 1954.

En mai de cette année-là, à Oosterbeek, en Hollande, se réunissait, dans l'hôtel "Bilderberg", un groupe de riches financiers, à l'initiative de David Rockefeller et du prince Bernhard des Pays-Bas. «*L'objectif était de constituer un cercle d'influence puissant dans les domaines économiques et financiers, essentiellement occidental, pour faire face à la menace communiste.*» Le groupe Bilderberg était né.

Depuis, une fois par an, se retrouvent, à huis clos et sous haute protection (Otan, armée et police locales), les élites du monde, pour débattre pendant 3 jours des préoccupations du moment. Environ 130 personnes sont invitées, dont 2/3 d'Europe, le reste

d'Amérique du nord, 1/3 de gouvernements et politique et 2/3 de la finance, l'industrie, patronat, grands médias...

Tout ceci est informel, ces rencontres sont « privées », mais leurs pouvoirs sont énormes puisque les participants sont presque tous des « décideurs » aux commandes de la vie économique mondiale. Les réunions du G8, qui ont lieu quelques semaines après, n'ont plus qu'à reprendre les discussions du groupe, certains des acteurs étant les mêmes.

Cette année, selon certaines sources, les thèmes étaient : *L'avenir de l'euro et la question de sa survie ; la situation en Europe et l'actuelle stratégie européenne de « sortie de crise » ; la question de la « gouvernance économique » mondiale ; la situation de la Grèce le bilan à en tirer ; l'agenda pratique pour l'OTAN en Afghanistan ; les rapports actuels entre l'Iran et la Russie, et les points faibles de leur alliance ; le bilan et les conséquences de la*

« guerre contre le terrorisme » ; l'influence exercée par les affaires « domestiques » des Etats-Unis sur la politique étrangère de cette puissance ; les perspectives de l'économie japonaise ; l'avenir du dollar et les « scénarios alternatifs ».

Tout ceci étant secret, il est assez difficile de connaître exactement les participants, mais on notera, entre autres : Henri de Castries (AXA), Anne Lauvergeon (Areva), Bill Gates, Henri Kissinger, Mario Monti (ancien commissaire européen), Dominique Strauss-Kahn (FMI), Lawrence H. Summers, James D. Wolfensohn, Robert B. Zoellick (Banque mondiale)...

Lors de précédentes réunions, y ont été vus : Bernard Kouchner, Xavier Bertrand, Christine Lagarde, Jean-Claude Trichet, Pascal Lamy, Jacques Attali, Laurence Parisot...

 Yvette Krolikowski

Venue de Penda N'Diaye

Penda N'Diaye, femme de 50 ans, vivant dans la banlieue dakaroise, est venue pour la troisième fois à Grenoble, animer des débats qui ont accompagné la projection d'un très beau film « Yakar » (« L'espoir »), sur sa vie quotidienne et militante qui permet de découvrir la solidarité de multiples associations gérées par les femmes.

7 projections ont été réalisées, suivies d'un débat. Mais ce bilan factuel rend mal compte de ce que ses interventions ont apporté. Elles ont permis de sensibiliser un public plus diversifié.

Plusieurs africaines sont venues aux différentes séances. Elles ont pris la parole, animant un débat très dense, confrontant leurs expériences d'ici et de là-bas. C'est quelque chose de complètement nouveau. Penda n'est pas une intellectuelle, c'est

une femme du peuple. Lorsqu'elle mène ces analyses, c'est toujours en se référant à des situations concrètes que les participantes au débat connaissent bien.

Elle est intervenue dans 3 lycées, auprès de jeunes. Ce travail de longue haleine, entamé l'année dernière, se prolonge sur place, au Sénégal, où ces jeunes français découvrent entre autre, grâce à Penda, cette solidarité.

Deux rencontres ont eu lieu avec des groupes féministes. Penda a expliqué que la priorité de la lutte des femmes au Sénégal prend 3 directions complémentaires, permettre la scolarisation des jeunes filles, défendre tout ce qui touche à la santé, et favoriser l'autonomie économique des femmes. Les jeunes femmes françaises, en

discutant avec elle, découvrent que le féminisme occidental n'est pas la seule voie d'émancipation.

Les 2 textes ci-dessous ont été produits lors d'un atelier d'écriture grenoblois dans une séance exceptionnelle en l'honneur de Penda.

Pendant 2 heures, des habitués de l'atelier et des invités du CADTM/G ont écouté des textes d'auteurs lus par l'animatrice (poème de Mahmoud Darwich, extraits de "Trois femmes puissantes" de Marie N'Diaye) puis ont produit des textes à partir de consignes, textes qu'ils ont lus ensuite à tous.

 CADTM Grenoble

Un jour je serai ce que je veux

Un jour je serai ce que je veux
Une femme libre et indépendante
Une femme sachant lire et écrire
Une femme communicatrice de vertu
Une femme pilier de la famille
Socle de toute une nation et d'un continent.

Un jour je serai ce que je veux
Si je pouvais me libérer des pesanteurs socio-culturelles
Si je n'étais plus ni soumise ni dépendante
Si je pouvais détenir le pouvoir
Qui n'est rien d'autre que le savoir
Si je pouvais m'exprimer librement
Pour que les gens comprennent
Si par la conquête du savoir je serais libre et libérée

Un jour je serai ce que je veux
Si je pouvais exprimer tout ce que je ressens
Par l'écriture.

Un jour je serai ce que je veux
Si je suis un jour dans ce monde meilleur dont je rêve.

La vie des talibés

Les petits talibés, qui se levaient dès 6 heures du matin malgré leur âge (de 6 à 14 ans) pour faire le tour des quartiers en récitant des versets du Coran avec leurs voix chantantes, rivalisaient d'ardeur pour avoir l'aumône.

Samba, le plus jeune, 6 ans, était maître dans l'art. Il savait se trouver au bon moment pour avoir sa pitance. Très tôt, comme ses parents ne payaient pas le maître, faute de moyens, il fallait mendier pour remplacer la paye. Il était battu la plupart du temps par les autres, car être le plus jeune, le plus chétif et le plus chanceux était un délit, pour ne pas dire un crime.

Mais lui, sa hâte, c'était d'être de retour le plus tôt possible au DARA (l'école arabe) pour lire et écrire l'arabe. Il se demandait pourquoi les autres allaient à l'école (française) à son âge et pas lui. Ce serait important pour Samba, de savoir lire et écrire en français, comme il le faisait avec l'arabe : savoir lire et écrire en deux langues dans une société orale était une vraie chance et une ouverture au monde.

 Penda N'Diaye

Atelier d'écriture à Sassenage, novembre 2009

D'un bout à l'autre de la planète, le FMI porte de lourdes responsabilités dans la politique et la finance

Nicaragua : FMI contre ALBA

Au Nicaragua, l'octroi d'une prime mensuelle de 529 córdobas (25 dollars) appelée « bono solidario » aux travailleurs du secteur public à bas revenus irrite le FMI. Prévue pour être livrée à partir de mai dernier jusqu'à décembre à 136.000 familles, cette aide représentant quelques 3,4 millions de dollars (72 millions de córdobas) est apportée par l'entreprise nationale Albanisa, créée au Nicaragua dans le cadre de l'ALBA. Le FMI réagit aussitôt et annule une réunion avec des responsables du gouvernement. Début mai, l'institution suspend alors le décaissement d'une tranche de 18 millions de dollars. Par ailleurs, selon le président Daniel Ortega, le FMI avait pour objectif de réformer le système de pension et de sécurité sociale.

Une semaine plus tard, le 3 juin 2010, des milliers de nicaraguayens, convoqués par le Frente Nacional de los Trabajadores (FNT) manifestent jusqu'au siège de la représentation du FMI située dans la Banque Centrale du Nicaragua à Managua, la capitale. Les manifestants s'insurgent contre les réformes imposées par le FMI et le conditionnement de l'arrêt d'une prime à la poursuite des crédits en cours. Encore une fois l'ingérence est totale et l'institution de Washington veut dicter sa loi.

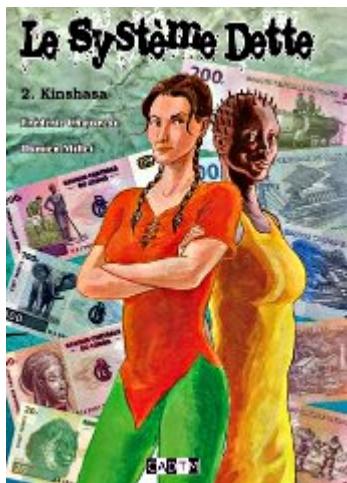
Les négociations sont donc suspendues, sans doute... jusqu'à juillet 2010 où une délégation gouvernementale devra se déplacer à Washington pour s'entretenir avec le FMI.

Le FMI aux commandes

L'ex-directeur général du FMI (2004-2007), Rodrigo Rato, et actuel président de Caja Madrid (depuis le 28 janvier 2010) va contrôler la nouvelle société issue de la fusion de Bancaja, Caja Madrid et cinq autres caisses mineures. Avec 340 milliards d'euros d'actifs estimés, ce rapprochement créera le troisième groupe financier espagnol, derrière les banques Santander et BBVA.

Dans le même pays, le gouvernement "socialiste" de Zapatero recevra le directeur du FMI, le très médiatique Dominique Strauss-Kahn du parti socialiste français, juste après avoir approuvé sa réforme du marché du travail réclamée avec insistance par l'institution de Washington...

 Jérôme Duval



« Le système Dette » T2 : Kinshasa

Après « Dette odieuse » et « Le système Dette - T1 : La Paz », le CADTM sort une nouvelle bande dessinée !

« Le système Dette » T2 : Kinshasa

Par Frédéric Chauvreau et
Damien Millet

Couverture cartonnée, 48
pages couleur format A4

Prix : 12 euros

ISBN : 978-2-930443-14-0

Pour la découvrir en

exclusivité, offre exceptionnelle de lancement !

- 10 euros la BD « Le Système Dette T2 »

- 9 euros l'unité pour toute commande de 10 exemplaires

- 18 euros le pack des 2 BD : « Le Système Dette » T1 + T2

- 22 euros le pack des 3 BD : « Le Système Dette T1+T2 » + « Dette odieuse »

Frais d'envoi offerts par le CADTM

Voir les modalités de commandes et paiements en bas de la page

Menacée par ses révélations sur le « Système Dette », la journaliste bolivienne Juanita Vega accepte de mener une grande

enquête sur les rapports de force internationaux depuis 60 ans. Lors de son voyage vers Kinshasa, elle fait la connaissance d'Hector et Lisa qui la guident vers la découverte des véritables enjeux.

Des grands projets mégalomaniaques appelés « éléphants blancs » aux mesures dramatiques inscrites dans les programmes d'ajustement structurel, Juanita va suivre la piste et découvrir comment la crise de la dette a frappé le monde en développement.

Au cours de ce périple congolais, Frédéric Chauvreau et Damien Millet éclairent l'implacable domination mise en place depuis la création du FMI et de la Banque mondiale au sortir de la seconde guerre mondiale.

Passez commande au CADTM !

Passez commande soit en ligne sur le site cadtm.org, soit par courrier électronique, soit par courrier à l'adresse CADTM de votre pays.

Belgique : CADTM, 345 Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège.
Tél : 32 (0)4 226 62 85. commandes@cadtm.org.

Versement sur le compte du CADTM n° 001-2318343-22

France : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau,
France. Tél : 33 (0)2 38 59 98 28. france@cadtm.org

Chèque à l'ordre du CADTM (en précisant nom et adresse de livraison) :

CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau, France

Autres pays : CADTM (secrétariat international), 345 Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique. Tél : 32 (0)4 226 62 85. commandes@cadtm.org.

Virement sur le compte du CADTM n° IBAN BE06 0012 3183 4322 - Code Swift BIC GEBA BE BB



Le numéro 3 d'Afriques21 vient de sortir

Au menu de la revue des alternatives africaines:

Dossier « Quand le "Nord" affame le "Sud" »

Maroc des luttes sociales

50 ans de pseudo-indépendance, ça se fête ?

Que fait l'armée française en Afrique ?

Amazigh Kateb

Expropriations à Bamako

Grève des loyers au foyer Masséna

Nouvelle vague de grèves des sans-papiers

etc.

Le numéro est à 2,5€, abonnement 15€

Afriques21 BP 39 94271 Le Kremlin-Bicêtre Cedex France

contact@afriques21.org / www.afriques21.org



Avant l'été : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales): _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution